

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 10/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EOLE MOUSTERMEUR**

134 RUE DE BEAUVAIS  
60280 Margny-lès-Compiègne

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement EOLE MOUSTERMEUR implanté Moustermeur 22110 Plounévez-Quintin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOLE MOUSTERMEUR
- Moustermeur 22110 Plounévez-Quintin
- Code AIOT : 0005517839
- Régime : Autorisation

Le parc éolien de Moustermeur, constitué d'un aérogénérateur, a bénéficié d'un permis de construire en date du 23 avril 2007, et une déclaration d'antériorité au titre des ICPE a été faite en 2012. La puissance totale de ce parc éolien est de 2 MW. Ce parc éolien est en fonctionnement depuis le 1er décembre 2011.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions constructives - accès au site ;
- Exploitation : accès aux installations ;
- Exploitation : identification et consignes ;
- Risques : consignes de sécurité et procédures en cas de dysfonctionnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Disposition constructive	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle inopiné mené le 25 septembre 2023 sur l'unique éolienne du parc exploité par la Enercon, sur la commune de Plounévez-Quintin, l'inspection constate que le numéro d'identification de l'éolienne inspectée était illisible.

De plus, les consignes de sécurité du panneau d'information doivent être renforcées pour faciliter l'intervention des secours.

Pour finir, un exercice d'entraînement a été réalisé avec succès pour la mise en sécurité de l'éolienne en cas d'urgence.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Disposition constructive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disposition constructive
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection inopinée effectuée le lundi 25 septembre 2023, nous avons relevé que l'unique éolienne du parc éolien détient une voie d'accès carrossable. Celle-ci est en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'accès à l'intérieur de l'aérogénérateur est clos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le numéro d'identification de l'aérogénérateur inspecté est illisible.  Dans le cadre de l'inspection, nous avons remarqué la présence d'un panneau d'information situé sur le chemin menant à la plateforme de l'éolienne inspectée. Ce panneau est en conformité avec les prescriptions réglementaires, à l'exception des consignes de sécurité qui pourraient être étoffées. En effet, en l'absence de consignes supplémentaires, les services de secours pourraient rencontrer des difficultés à localiser précisément l'éolienne en cas de situation anormale. De plus, <b>les informations fournies ne permettent pas d'identifier l'exploitant</b> , ce qui pourrait entraver la communication pour assurer la sécurité du parc éolien.  Pour remédier à cette situation, l'exploitant est tenu de prendre des mesures dans un délai de 15 jours afin d'identifier chaque aérogénérateur au sein de son parc éolien.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :  - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<b>Constats :</b> Un exercice d'entraînement a été réalisé lors de l'inspection. Il s'est réalisé depuis le chemin menant à la plateforme.  10h12 : Début de l'exercice.  <b>En l'absence de numéro à contacter en cas d'urgence relevé dans le précédent constat,</b> l'inspection appelle le responsable d'exploitation d'Enercon, sur son portable. L'exercice consiste à prétendre qu'un incendie est constaté à proximité de l'éolienne. Ce dernier nous donne des consignes de sécurité tels que de rester à l'écart de l'éolienne et d'appeler les services de secours.  Il nous explique ensuite que la mise en sécurité risque d'être compliquée car l'ensemble du personnel se trouve à l'étranger. Il contacte un opérateur de proximité pour le déclenchement de la mise en sécurité de l'éolienne.  10h30 : l'inspection constate que l'éolienne est mise en position drapeau. Par conséquent, l'éolienne s'est donc mise en position de sécurité.  10h35 : L'exploitant nous confirme la mise en sécurité de l'éolienne.  Les constats effectués satisfont les dispositions du présent article.  L'éolienne a été redémarrée avec succès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet